



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

LE COMBAT CONTINUE

contre cette Europe des financiers, du chômage et de la précarité !

Tract édité par le comité NPA de Renault Cléon - Juin 2009

La droite, l'UMP de Sarkozy, se félicite de sa victoire aux élections européennes. Elle plastronne et voudrait faire de son score de 28% l'approbation de sa politique. Mais en fait ce sont moins de 12% des électeurs qui ont voté pour les candidats de Sarkozy ! Un succès qui ressemble bien plus à un désaveu qu'à une approbation de cette politique et de l'Europe dont elle se revendique, l'une et l'autre au service des possédants, des riches, des financiers et des multinationales.

En effet, ce sont près de 60% des électeurs qui se sont abstenus d'aller voter le 7 juin. Cette abstention est particulièrement forte dans les quartiers ouvriers et populaires, les plus frappés par les effets de la crise du capitalisme, le chômage, la misère. En restant chez eux, nombre d'électeurs, en particulier dans la jeunesse et les classes populaires, ont envoyé un message clair : cette Europe n'est pas la nôtre !

Le désaveu des partis institutionnels

Tout a été fait pour que grandissent cette colère et ce désaveu. Les partis institutionnels, dont le Parti socialiste, se sont assis sur le non au référendum de 2005 en imposant, par la voie parlementaire, un traité jumeau de celui qui avait été majoritairement rejeté. Quelle façon de dire clairement à la population que son avis ne compte pas, que l'Europe capitaliste se construit contre les peuples, au mépris de leur opinion comme de leurs intérêts ! Le Parti socialiste, qu'il soit au gouvernement ou dans l'opposition, a participé à cette politique. C'est cela qu'il paye aujourd'hui.

Le même phénomène d'abstention massive se produit au niveau de toute l'Europe au profit des forces réactionnaires. Le Parlement qui sort de ce suffrage ne représente pas les peuples ni les courants d'idées qui les traversent, il est sans légitimité.

Pas question de payer leur crise

Tout en combattant cette Europe des financiers et des multinationales, cette démocratie monopolisée par les partis institutionnels, notre parti, le Nouveau parti anticapitaliste, le NPA, né voilà quatre mois, a tenu à être présent dans ces élections pour y porter les exigences des classes populaires et permettre à leur révolte de s'exprimer. Avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent, nous avons voulu dire qu'il n'était pas question de faire les frais de leur politique, de leur crise.



Plus de 800 000 travailleuses, travailleurs, jeunes, chômeurs et précaires - 5 % des votants - ont avec nous exprimé leur colère, leur volonté de

dire une nouvelle fois non à cette Europe, non aux attaques dont ils sont les victimes. Ils ont ainsi permis à notre parti, leur parti, de s'affirmer comme une force nationale qui comptera, demain, dans les combats sociaux et politiques du monde du travail.

Les attaques du pouvoir et du patronat qui redoubleront nécessitent une opposition déterminée, la défense d'une politique anticapitaliste. Une gauche de combat, pas une gauche de gestion du système capitaliste, un parti qui milite pour l'unité du monde du travail autour de ses exigences, en premier lieu l'interdiction des licenciements.

C'est ce que nous avons défendu dans ces élections et ce que nous continuerons à défendre au cœur des mobilisations pour construire, tous ensemble, la riposte nécessaire.

Le 9/06/09

RENAULT, POMPE A SUBVENTIONS PUBLIQUES

Malgré plus de 18 milliards d'euros de bénéfices accumulés sur notre dos entre 2001 et 2008, Renault n'a même pas honte de mendier des subventions publiques – payées avec nos impôts – pour le financement du moteur R9M qui vient d'être affecté à Cléon. C'est environ 16,4 millions d'euros que le Conseil régional, le Conseil général et l'Agglomération d'Elbeuf devraient ajouter au 1,114 million d'euros donné par l'Etat. Un peu gonflé pour une majorité de gauche lorsqu'on manque de moyens pour l'école, l'hôpital ou les transports collectifs !

Mais si ça se fait sans état d'âme au PS, ça perturbe un peu les élus PCF qui jugent la situation financière de Renault saine alors que les collectivités « *voient leurs situations budgétaires se dégrader* ». Alors, histoire de se démarquer d'un PS auquel ils doivent bien souvent leur élection sans avoir à rompre avec lui sur le vote des subventions réclamées par Renault, nos élus voudraient distinguer « subventions » auxquelles ils s'opposeraient et « prêts à taux gratuits » acceptables. Sauf que le « prêt à taux 0 » de 12 millions d'euros, ça devrait coûter au Conseil régional presque autant que les 2,4 millions d'euros donnés par la Département. Alors, on cherche encore en quoi cette politique s'oppose aux milliards de subventions versés par Sarkozy aux constructeurs automobiles.

AVEC LE RSA, DES TRAVAILLEURS TAILLABLES ET CORVÉABLES A MERCI

Depuis le 1^{er} juin, le Revenu de Solidarité Active (RSA) est entré en vigueur. En incitant financièrement les bénéficiaires de minimas sociaux (RMI notamment) à accepter des emplois à moins de 880 euros par mois, l'état subventionne les embauches à temps partiel. Il s'agit là d'un formidable encouragement au sous-salariat. C'est l'institutionnalisation de la précarité.

Pourtant, Martin Hirsch - inventeur du RSA - n'hésite pas à proclamer qu'avec sa trouvaille, « *il ne s'agira pas seulement de garantir un revenu minimum, mais de permettre que le retour au travail paye : travailler conduira toujours à gagner plus* ». De fait, ce sont les patrons qui viennent de trouver le moyen de gagner « encore plus », en généralisant la précarité et en complétant le salaire versé au moyen d'aides publiques. Par ailleurs, le gouvernement Fillon maintient la discrimination sociale qui était déjà à l'oeuvre avec le RMI, interdit aux moins de 25 ans. De fait, c'est toute une génération qui est laissée sur le carreau, sans ressource.

QUAND L'UNEDIC AMÉLIORE LES FINANCES DE RENAULT

Sous prétexte que le « Contrat social de crise » permettrait de « *sauvegarder 8 000 à 10 000 emplois sans perte de salaires* », Renault a estimé normal de ne pas redistribuer – et donc de s'accaparer – une partie du supplément d'indemnisation du chômage partiel résultant de l'accord signé entre l'UNEDIC et l'état (indemnisation à 75% du salaire brut). Résultat, les salariés de Renault vont devoir continuer à payer le maintien de leur salaire à 100%, au delà de ce qu'ils doivent, au moyen de jours de capital temps individuel.

Qui peut encore croire à leurs grands discours sur la « moralisation » du capitalisme lorsqu'une entreprise qui fait des bénéfices peut s'accaparer une partie de l'argent destiné aux chômeurs ?

MERCI À NOS ÉLECTEURS

Les militants du comité NPA Renault Cléon remercient les salariés de l'usine qui ont voté pour la liste conduite par Christine Poupin. Cette liste a obtenu 6,21% des voix en Seine-Maritime et 5,95% dans l'Eure. C'est un résultat encourageant pour un parti qui n'a que 5 mois d'existence. Ce vote apparaît comme un sondage grandeur réelle. Les voix pour le NPA expriment le souhait d'une réponse radicale aux coups qui nous sont portés par le grand patronat et le gouvernement.

Une gauche anticapitaliste est née dans ce pays et il faudra compter avec elle pour ne pas tomber une fois de plus dans le piège de ceux qui à gauche ne veulent du pouvoir que pour gérer la crise sans se donner les moyens de changer le système.

Les élections passées les mauvais coups vont de nouveau tomber sur nos têtes. Il faut que nous soyons prêts à riposter, il faut s'organiser ! Le NPA veut être cet outil de rassemblement. Nous vous invitons à prendre contact et à rejoindre notre comité NPA ou celui de votre localité.

Pour nous contacter :

didier.laforets@free.fr - 06 33 57 76 08
<http://www.npa2009.org>

Ne pas jeter sur la voie publique.